DOSSIER n° RG : **CABINET :**
MAJEUR/E/PROTEGE/E :

REQUETE EN VUE DE DESOLIDARISER UN COMPTE JOINT (Article 427 du Code civil)
TUTELLE

Nom et prénom du/des tuteur(s), auteur(s) de la requête : .....
Téléphone: …….....
Mail : ……….....
Adresse : .....

Je sollicite votre accord pour effectuer au nom de la personne protégée **les opérations suivantes** :

□ **désolidariser le compte bancaire joint** ouvert entre la personne protégée et M./Mme .....
Intitulé du compte.....n°.....ouvert auprès de la banque.....dont le solde est créditeur de la somme de .....à la date du .....
- intitulé du compte .....auprès de la banque .....pour un montant à placer de.....euros provenant
ET :
□ répartir les fonds de la façon suivante :
□ par moitié □ autres (à préciser) : .....
En créditant la somme de .....euros sur le compte (intitulé).....n°.....ouvert au nom de M./Mme ..... auprès de la banque.....
En créditant la somme de .....euros sur le compte (intitulé).....n°.....ouvert au nom de M./Mme ..... auprès de la banque.....

MOTIFS DE LA REQUETE (A remplir obligatoirement) :
…..... ….....
.....
.....
Pièces à joindre obligatoirement à la requête :
- les relevés récents de tous les comptes concernés
- des explications sur la répartition choisie, si elle n'est pas égalitaire

Fait à : le : **Signature du/des tuteurs:**

Cadre réservé au tribunal
□ Dossier complet
□ Dossier incomplet. Merci de remplir une nouvelle requête et de joindre toutes les pièces nécessaires à savoir :

Minute n° *(à remplir par le greffe)* **:**

ORDONNANCE

Nous, ……..Juge des contentieux de la Protection .statuant en qualité de Juge des Tutelles au Tribunal de Proximité d'Arcachon/Pôle Protection et Proximité du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX, assisté(e) de .....greffier(e),

Vu l'article 427 du Code civil, les termes de la requête et les pièces produites,

□ **Autorisons** l'opération dans les termes exactes de la requête ci-dessus, qui apparaît conforme aux Intérêts de la personne protégée

□ **N'autorisons pas** l'opération pour les motifs suivants :

Disons qu'il nous sera rendu compte de l'exécution de la présente ordonnance dans les trois mois suivant sa notification ou dans le prochain compte de gestion ;

Rappelons que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit et qu'elle sera notifiée à

A.....le .....

Le greffier Le juge des tutelles